
Le journaliste moldave Ernest Vardanean arrêté par les autorités de Transnistrie

Description

En Transnistrie, les journalistes ne sont tolérés que s'ils soutiennent le pouvoir en place et son leader Igor Smirnov. Ernest Vardanean, reporter indépendant et analyste politique, ne fait pas partie de ceux-là. Sa liberté de ton vient d'ailleurs de lui valoir une interpellation par les services secrets.

L'association Reporters Sans Frontières (RSF) vient de publier la liste des pays où la liberté de la presse est menacée. Il apparaît dans celle-ci que plusieurs pays européens ne seraient pas exemplaires en la matière, en particulier la Moldavie, déjà critiquée en avril du fait de violences perpétrées contre les représentants des médias. L'affaire qui mobilise actuellement RSF ne concerne toutefois pas la Moldavie proprement dite, mais la région séparatiste de Transnistrie.



Des médias sous influence

Originaire de Tiraspol (capitale de la région indépendantiste), Ernest Vardanean a été interpellé devant son domicile, sous les yeux de ses enfants, par des agents des services secrets transnistriens (MGB), dans la soirée du mercredi 7 avril 2010, et se trouve en détention depuis cette date. Très critique contre les autorités, le journaliste est accusé «de haute trahison et d'espionnage». Placé en garde à vue, sa captivité a été prolongée de deux mois lors d'un procès à huis clos.

Selon une télévision locale de la capitale moldave, Chisinau, les autorités de Transnistrie invoquent l'article 272 de la constitution de la république transnistrienne autoproclamée en 1990. Elles accusent le journaliste d'espionnage au profit de la Moldavie, ce qui pourrait se traduire par une peine d'emprisonnement de 12 à 20 années.

Avant son interpellation, Vardanean travaillait pour l'agence d'information *Novyi Region*, mais était depuis peu journaliste freelance. Il devait également commencer à travailler pour un blog du service moldave de *Radio Free Europe/ Radio Liberty* la semaine de son arrestation. Vardanean s'intéressait notamment aux prochaines élections présidentielle et législatives, dont il dénonçait déjà le manque d'ouverture et les pressions exercées sur les électeurs.

L'indépendance de Vardanean n'est pas vue d'un bon œil par le gouvernement de Smirnov. Selon ce dernier, la presse doit être entièrement contrôlée, à l'image des journaux officiels, comme la *Pridnestrovie* («Transnistrie»), la *Adevarul Nistrean* («La Vérité nistrienne»), les *Profsoiuznie Vesti* («Nouvelles syndicales»), le *Soldat Otechestva* («Le Patriote soldat»), ou encore la *Dnestrovskaja Pravda* («La Vérité transnistrienne») et *Za Pridnestrovye* («Pour la Transnistrie»). Quant aux hebdomadaires régionaux, ils sont souvent dirigés par des cadres proches du pouvoir, ou financés par le parti communiste et les associations de défense nationale. Parmi eux: la *Druhba* à Grigoriopol

(«Amitié»), la *Zarea Pridnestrovia* à Dubasari, *Za Pridnestrovia* («Pour la Transnistrie») et *Communiste Pridnestrovia* («Le Communiste transnistrien»). A noter également le *Gomin*, un journal publié par le pouvoir à l'intention de la communauté ukrainienne de Transnistrie (environ le quart de la population résidente).

Du côté du petit écran, la situation n'est pas plus reluisante. La chaîne télévisée TMR, fondée en 1992, est la station officielle du Soviet suprême de la République transnistrienne. Et pour les téléspectateurs qui souhaitent regarder d'autres programmes que ceux imposés par le pouvoir, l'achat d'une antenne spéciale est très onéreux et ne permet de visionner que quelques canaux commerciaux anglais, moldaves, russes ou français, sélectionnés par l'opérateur de télévision et de téléphonie SHERIFF, qui détient le monopole de ces services en accord avec le Parti.

Quant aux médias étrangers qui souhaitent venir effectuer un reportage dans le pays, le contrôle imposé ne leur permet pas de travailler librement. Pour pénétrer sur le territoire de la république indépendante, il faut en effet montrer patte blanche en étant «invité» par un habitant du pays. Celui-ci doit auparavant en avoir fait la demande aux autorités. En cas d'accord, le visiteur ne peut cependant rester plus de dix heures et n'est pas autorisé à prendre la moindre photo. Pour les séjours plus longs, il est nécessaire de se faire enregistrer auprès des autorités militaires... mais le refus est quasiment systématique pour les journalistes.

Inquiétude pour Vardanean

La femme du journaliste, Irina, elle aussi installée à Tiraspol, a indiqué au début du mois de mai aux militants de RSF que l'ordinateur de son mari avait été saisi lors de son interpellation. Deux jours après l'arrestation, elle n'avait toujours reçu aucune nouvelle de lui, ni de ses conditions de détention dans les locaux de la Sécurité nationale. Au cours du premier mois d'emprisonnement, deux visites seulement lui ont été accordées. Ces brèves entrevues n'ont cependant pas rassuré l'épouse du reporter. Cette dernière l'a en effet trouvé très affaibli, déprimé, et elle s'alarme aujourd'hui de l'état physique et mental de son mari.

Selon elle, Vardanean, âgé de 33 ans et père de deux enfants de 6 ans et 9 mois, subit des heures d'interrogatoires qui n'ont pour seuls buts que de l'épuiser et lui faire avouer des faits dont il est innocent. L'épouse du journaliste précise également que les autorités de Tiraspol refusent toujours l'intervention d'un avocat. Elles ont rejeté l'avocat moldave proposé par la famille d'Ernest Vardanean, prétextant que des secrets d'État seraient en jeu. Irina a donc écrit une lettre au président russe Dmitri Medvedev, afin de lui demander de l'aide. La Russie ayant une grande influence sur Tiraspol, elle estime que le Kremlin peut être la meilleure carte à jouer dans le dossier de son mari.

En effet, Igor Smirnov bénéficie du soutien logistique, diplomatique et parfois même financier de la Russie. Moscou voit d'un très bon œil l'attitude «jusqu'au boutiste» de la Transnistrie – dont elle n'a néanmoins pas reconnu la souveraineté –, alors que les autres pays de l'ancien bloc de l'Est cèdent aux modèles politique et économique occidentaux. Toutefois la Russie n'apprécie pas la mauvaise publicité, or l'affaire Vardanean commence à faire des vagues. Le 14 avril 2010, l'ambassadeur de Russie en Moldavie, Valeriï Kouzmine, s'est d'ailleurs ému publiquement de la situation de Vardanean. Deux jours plus tard, c'était au tour de l'ambassadeur américain, Asif J. Chaudhry de s'élever contre cette arrestation.

Pour l'heure, le gouvernement de Transnistrie fait la sourde oreille et accuse toujours le reporter de travailler pour la Moldavie.

Aveux sous la contrainte ?

Le 11 mai dernier, un nouveau rebondissement -visiblement «orchestré»- intervenait dans cette affaire. Une vidéo était diffusée à la télévision nationale de Transnistrie, dans laquelle Ernest Vardanean, présentait des aveux complets et se disait «*victime des circonstances*». Le journaliste y reconnaissait être un agent des services secrets moldaves depuis 2001. Ses proches, à commencer par son épouse Irina et ses collègues de l'agence de presse russe *Novyi Region*, rejettent pourtant ces propos et refusent de croire à la culpabilité du journaliste. Les membres de Reporters sans Frontières se disent «*effarés et inquiets*». Ils dénoncent ainsi des «aveux sous la contrainte» et présentent Vardanean comme une «*victime d'un dramatique jeu d'influence dans une région instable où la Russie et l'Europe veulent avancer leurs pions*».

Le 19 mai dernier, l'agence *Novyi Region* révélait que la mère d'Ernest Vardanean, Tamara Shagoyan, avait envoyé une lettre ouverte aux dirigeants des principaux pays (dont Barack Obama, Dmitri Medvedev, Nicolas Sarkozy, David Cameron et Angela Merkel) pour leur demander de prendre des mesures efficaces en vue d'obtenir la libération immédiate de son fils. Dans ce courrier, elle déclare notamment que l'arrestation Ernest Vardanean a été menée sur «*de fausses accusations d'espionnage et de trahison*».

RSF tente actuellement d'intervenir auprès des ambassades et des acteurs politiques –notamment Catherine Ashton, Haut Représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne–, pour obtenir une libération rapide du journaliste, tout en réclamant que les autorités permettent à Vardanean de rencontrer son avocat, afin qu'une procédure régulière et légale soit mise en place.

À ce jour, Ernest Vardanean est le seul reporter officiellement retenu derrière les barreaux en Transnistrie.

Sources : *Novyi Region* (11 mai 2010, 19 mai 2010), *RSF* (14 avril 2010), *Jurnal de Chisinau* (14 avril 2010, 21 avril 2010).

* Stéphane CUGNIER est journaliste

Vignette : *Ernest Vardanean* (Source : *RSF*)

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

01/06/2009

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphane CUGNIER*